Histoire moderne et sciences sociales

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

Who is below ?

E. P. Thompson, historien des sociétés modernes : une relecture*

Simona Cerutti

Les usages de la coutume rend enfin accessibles au public français les essais que l'historien britannique Edward Palmer Thompson a consacrés à l'histoire moderne, c'est-à-dire l'une des productions historiographiques les plus riches, les plus originales et les plus fécondes du XX^e^ siècle [1]. Le livre, paru en 1991 sous le titre *Customs*

* À propos de l'ouvrage d'Edward P. THOMPSON, *Customs in Common: Studies in Traditional Popular Culture*, New York, New Press, 1991, à l'occasion de sa traduction française : *Les usages de la coutume. Traditions et résistances populaires en Angleterre, XVII^e^-XIX^e^ siècle*, trad. par J. Boutier et A. Virmani, Paris, Éd. de l'EHESS/Gallimard/Le Seuil, 2015. Je tiens à remercier Jacques Revel pour la lecture attentive de ces pages, pour ses commentaires et ses critiques.

1 - On ne peut que souligner l'accueil difficile réservé à E. P. Thompson par l'historiographie française, qui était déjà évident pour *La formation de la classe ouvrière anglaise*, trad. par G. Dauvé, M. Golaszewski et M.-N. Thibault, Paris, Gallimard/Le Seuil, [1963] 1988 ; vingt et une et vingt-cinq années séparent, respectivement, les éditions françaises des *Usages de la coutume* et de *La formation de la classe ouvrière* et leurs éditions originales. Il serait utile de s'interroger de manière approfondie sur les raisons de ce retard, à la suite des diagnostics avancés dans son compte rendu par Patrick FRIDENSON dans *Le Débat*, 3, 1980, p. 175-192, ainsi que par Jacques REVEL à de nombreuses occasions, dont la rencontre qui s'est tenue à la Maison française d'Oxford en novembre 2013 sur « The French E. P. Thompson », lors de laquelle j'ai présenté certains des arguments ici exposés. Pour un bilan récent sur le succès mitigé de l'œuvre d'E. P. Thompson, voir le n° spécial « 'Causes That Were Lost' ? Fifty Years of E. P. Thompson's *The Making of the English Working Class* as Contemporary History », *Contemporary British History*, 28-4, 2014. Voir encore Rohan MCWILLIAM, « Back to the Future: E. P. Thompson, Eric Hobsbawm and the Remaking of Nineteenth-Century British History », *Social History*, 39-2, 2014, p. 149-159.

Annales HSS, octobre-décembre 2015, n° 4, p. 931-955.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

in Common, rassemble des essais écrits à partir des années 1960, dont certains sont très célèbres. L'article consacré à l'économie morale de la foule est reproduit fidèlement, mais il est accompagné d'une réflexion renouvelée et d'une réponse circonstanciée à ses critiques (et à ses exégètes)[2] ; d'autres sont réédités dans des versions développées et enrichies. L'ensemble restitue une réflexion aiguë autour des conditions de coexistence et de conflit entre groupes sociaux dans la société anglaise du XVIII^e siècle. Il s'agit de répondre à une question qu'E. P. Thompson a le mérite de formuler avec une grande clarté : comment est-il possible de vivre dans une société paternaliste ? Ou, autrement exprimé, quelles formes de dissentiment ou de résistance peuvent être élaborées à l'intérieur de relations de pouvoir qui s'appuient sur un tel idiome social ? Cette question fait voler en éclats l'image d'une construction consensuelle de la société anglaise et conduit le chercheur sur le terrain de la recherche des sources les plus efficaces pour identifier ces tensions, mais aussi des méthodes pour les analyser.

L'entreprise de traduction de Jean Boutier et Arundhati Virmani constitue une lourde et intimidante confrontation avec « la fécondité d'un esprit libre et hétérodoxe, hostile à l'*establishment*, aux institutions, aux mesquineries universitaires, emporté par une plume enflammée et infatigable », versatile et originale, qui fait de l'écrivain E. P. Thompson « peut-être le plus redoutable des défis » pour ses traducteurs[3]. Mais elle nourrit une proximité avec l'auteur et une sensibilité particulière aux intentions qui sont inscrites dans chacun des choix lexicaux. Dans leur très riche introduction, J. Boutier et A. Virmani évoquent certaines étapes de la biographie de l'historien, en s'arrêtant notamment sur son engagement politique, un élément essentiel à la compréhension d'un auteur pour lequel passion civique et production scientifique ont toujours été inséparables[4]. L'essentiel du texte est pourtant consacré à l'analyse des concepts clés de son ouvrage, à commencer par ces *« customs in common »* qui donnent son titre original au recueil, et spécialement au deuxième terme qui, en désignant « ce qui appartient également *(equally)* à plus d'un seul[5] », porte une grande partie du poids politique de l'argument.

2 - Edward P. THOMPSON, « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past and Present*, 50, 1971, p. 76-136, est paru en français sous le titre « L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIII^e siècle », *in* F. GAUTHIER *et al.* (éd.), *La guerre du blé au XVIII^e siècle. La critique populaire contre le libéralisme économique au XVIII^e siècle*, Montreuil, Éd. de la Passion, 1988, p. 31-92.

3 - Jean BOUTIER et Arundhati VIRMANI, « Présentation », *in* E. P. THOMPSON, *Les usages de la coutume...*, *op. cit.*, p. 9-44, ici p. 34.

4 - Carl WINSLOW, « Introduction », *in* C. WINSLOW (éd.), *E. P. Thompson and the Making of the New Left: Essays and Polemics*, New York, Monthly Review Press, 2014, p. 9-35 ; pour un compte rendu de ce livre, voir Paul PASQUALI, « La politique de l''histoire par en bas' », *Genèses*, 99-2, 2015, p. 155-161.

5 - Samuel JOHNSON, *Dictionary of the English Language*, Londres, J. and P. Knapton, 1755, *s. v.* « Common », cité dans J. BOUTIER et A. VIRMANI, « Présentation », art. cit., p. 12.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

Les « mots puissants »

J. Boutier et A. Virmani approfondissent leur propos en s'attachant à ce qu'ils appellent les « mots puissants [6] » : *agency* et « économie morale », ou encore « expérience » et « coutumes ». Il s'agit de reconstituer la genèse de chacun de ces concepts dans l'ouvrage d'E. P. Thompson et d'évoquer les débats qu'il a suscités. L'opération est utile surtout pour les deux premiers termes (*agency* et économie morale) qui n'appartiennent désormais plus seulement au patrimoine des historiens, mais ont été largement adoptés dans le lexique d'une pluralité de disciplines (et jusque dans le langage des medias). À juste titre, les traducteurs repèrent dans l'expérience d'enseignement qui a été celle d'E. P. Thompson avec les ouvriers du Yorkshire et, parallèlement, dans son travail d'archives sur William Morris, les moments d'élaboration d'une conception de l'*agency* qui n'est pas calquée sur celle des sciences sociales. Quant au processus de construction de l'économie morale, il va du *Livre des proverbes* à la formalisation scolastique de l'éthique chrétienne du juste prix et jusqu'au *Book of Orders* qui, en 1631, attribuait au gouvernement royal l'assistance aux pauvres ; cela montre à quel point l'économie morale ne peut être lue « en aucun cas [comme] une simple réponse populaire à l'expérience répétée de la disette et de la hausse des prix [7] ».

Il ne s'agit pas ici d'offrir un compte rendu tardif d'un livre publié il y a près d'un quart de siècle, mais de poursuivre la discussion sur les concepts introduits par E. P. Thompson, en s'arrêtant en particulier sur l'un d'entre eux, cette *« history from below [8] »* qui a profondément influencé plusieurs générations d'historiens (dont celle à laquelle j'appartiens), en suscitant des débats sur la recherche des sources ainsi que sur l'élaboration des méthodes nécessaires pour la mettre en œuvre. La perspective adoptée consiste moins à se demander *comment* réaliser une *history from below* qu'à réfléchir, en empruntant le langage utilisé par Mark Hailwood

6 - *Ibid.*, p. 10 ; J. Boutier et A. Virmani reprennent ici la formule de Raymond Williams, *Keywords: A Vocabulary of Culture and Society*, New York, Oxford University Press, 1986, p. 70.

7 - J. Boutier et A. Virmani, « Présentation », art. cit., p. 30.

8 - L'origine du terme est controversée. Il apparaît dans un article d'Edward P. Thompson, « History from Below », *Times Litterary Supplement*, 7 avril 1966. Selon Steve Hindle, Alexandra Shepard et John Walter, « The Making and Remaking of Early Modern English Social History », *in* S. Hindle, A. Shepard et J. Walter (éd.), *Remaking English Society: Social Relations and Social Change in Early Modern England*, Woodbridge, The Boydell Press, 2013, p. 8, ses origines étaient plus anciennes, remontant à l'activité du groupe d'historiens proches du British Communist Party, qui comptait dans ses rangs George Rudé, Eric Hobsbawm et Rodney Hilton. Voir en outre Frederick Krantz (éd.), *History from Below: Studies in Popular Protest and Popular Ideology in Honour of George Rudé*, Montréal, Concordia University, 1985, qui contient l'essai d'Eric Hobsbawm, « History from Below – Some Reflections » et le compte rendu par James C. Scott dans *American Journal of Sociology*, 93-3, 1987, p. 725-727.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

dans un forum inauguré en 2013[9], à *qui* est ce « bas » dont il s'agit de restituer l'histoire : *Who is below ?* En formulant cette question, M. Hailwood interrogeait les contours et les bornes de cette catégorie. Est-elle définie par des critères socio-économiques ? (*« Below »* s'identifie-t-il à la *working class* ou bien à la plèbe, au peuple, ou encore aux pauvres ?) Se fonde-t-elle sur des critères politiques et juridiques ? (Les femmes sont-elles *« below »* dans une société patriarcale ? Qu'en est-il des marginaux, des persécutés ou bien des *« non-conformists »* ?) Si toute définition stricte paraît inadéquate, peut-on se contenter d'une définition par défaut ? *« Below »* serait-il tout ce qui n'est pas l'élite ?

Le débat avait été inauguré par une voix faisant autorité, celle de Tim Hitchcock. Dans un compte rendu d'un livre important de Thomas Sokoll sur les *Pauper's Letters*, il avait plaidé pour la nécessité d'élaborer une nouvelle *history from below*[10]. Il s'agissait de saluer le retour à une authentique histoire d'en bas après une saison historiographique dans laquelle le post-modernisme, le post-structuralisme et « le néo-libéralisme de Michel Foucault et Jürgen Habermas[11] » nous avaient convaincus que le langage était le seul objet d'étude légitime ; ce qui, selon T. Hitchcock, avait eu pour effet de mettre en avant, une fois de plus, les groupes sociaux qui étaient particulièrement familiers avec cette ressource[12]. Or la nouvelle histoire d'en bas dont on saluait l'avènement était attentive non seulement aux résistances vis-à-vis des processus de « disciplinarisation », mais également aux capacités de construction de l'ordre social dont les pauvres faisaient preuve (par exemple dans le cas des politiques de l'assistance)[13]. T. Hitchcock insiste encore dix ans plus tard sur ce point ; cette nouvelle histoire serait en mesure de restituer la capacité des individus à imposer, au centre, une redistribution des ressources et d'utiliser à ses propres fins « cette technologie qu'est le langage » (le seul acquis concédé par l'auteur au *linguistic turn*). Les nouvelles possibilités offertes par les ressources électroniques pour la collecte et la diffusion des sources constituent

9 - Mark HAILWOOD, « Who Is Below ? », *in* forum : « The Future of 'History from Below': An Online Symposium », *The Many-Headed Monster*, 2013, https://manyheadedmonster.wordpress.com/history-from-below/, a le grand mérite d'avoir été parmi les premiers à poser très directement la question.

10 - Tim HITCHCOCK, « A New History from Below », *History Workshop Journal*, 57, 2004, p. 294-298, rend compte de *Essex Pauper Letters, 1731-1837*, éd. par T. Sokoll, Oxford, Oxford University Press for the British Academy, 2001.

11 - T. HITCHCOCK, « A New History from Below », art. cit., p. 295.

12 - *Ibid.* : « Dans ce processus, les pauvres, c'est-à-dire les femmes et les hommes qui n'ont laissé que quelques mots écrits, ont perdu de leur attrait. »

13 - *Ibid.*, p. 297 : « La création de la nouvelle *Poor Law* était, essentiellement, le produit du succès des pauvres dans la manipulation de l'ancienne. » T. Hitchcock considère que le livre de T. Sokoll, avec la publication des milliers de lettres que les pauvres avaient adressées à leurs curés pour obtenir de l'assistance dans le cadre des premières *Poor Laws*, a le mérite de mettre en évidence le faux alibi qui consiste à attribuer la difficulté de l'étude des pauvres à l'absence de sources les concernant. T. Sokoll montre que celles-ci sont abondantes et explicites mais, surtout, que leur prise en compte change l'interprétation des processus historiques, à commencer par la « modernisation » qui aurait conduit à la disciplinarisation des pauvres.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

les bases de cette nouvelle *history from below* [14]. Ce renouvellement est annoncé aussi par nombre d'interventions dans le forum de 2013, où l'histoire d'en bas se met au goût du jour en se glissant dans les nouveaux champs de recherche, si l'on en croit certains de ses participants qui proposent une *« landscape history from below »* ainsi qu'une *« global history from below »* [15].

Dans ce cadre, rares sont à ce jour les contributions qui reviennent à la question posée par M. Hailwood (mais il faut souligner que le forum est continuellement nourri de nouvelles interventions) : celle de David Hitchcock, s'appuyant sur une lecture de l'*Angelus Novus* de Walter Benjamin, ouvre une discussion sur ce travail de « sauvetage » *(rescue)* qui est au cœur du projet d'E. P. Thompson, sur lequel nous reviendrons ; celle de Matt Jackson a le mérite de mettre en avant les problèmes posés par la distance qui peut se creuser entre le contenu des sources et les attentes des historiens [16]. La découverte du fait que certains lieux traditionnellement identifiés avec le peuple, les pauvres, la plèbe, etc., tels que les tavernes ou les hôtelleries, accueillaient en fait une population beaucoup plus diversifiée du point de vue social, conduit à une interrogation radicale : « si les historiens utilisent les tavernes pour écrire une 'histoire d'en bas', de qui sont-ils en train d'écrire l'histoire [17] ? »

Retour à la question initiale : *Who is below ?* La réponse n'est pas simple et, dès les premiers usages du terme, les interprétations en ont été multiples, notamment en raison d'une certaine indétermination qui n'a pas été résolue par E. P. Thompson. Celles-ci se sont cristallisées à travers les traductions que l'*history from below*, mais aussi l'ensemble des « mots puissants » d'E. P. Thompson ont connu dans les différents pays. Il est utile de s'arrêter un moment sur ces différentes interprétations, avant d'en revenir à l'interrogation principale.

Crowd, plebs, below

En 1981 (une dizaine d'années avant la publication de *Customs in Common*), un recueil d'essais d'E. P. Thompson était publié sous le titre *Società patrizia, cultura*

14 - Voir l'intervention de Tim HITCHCOCK, « The New History from Below », 2 avril 2010, http://historyonics.blogspot.co.uk/2010/04/new-history-from-below.html. Sur cette nouvelle *history from below* de T. Hitchcock, liée au projet des *Old Bailey Proceedings Online*, voir Marion VAILLANT, « La foule des pauvres à Londres au XVIII[e] siècle. Une nouvelle histoire par en bas », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 60-3, 2013, p. 137-150.

15 - Nicola WHYTE, « Landscape History from Below » et William FARRELL, « Global History from below ? », *in* forum : « The Future of 'History from Below'... », *loc. cit.*

16 - David HITCHCOCK, « Why History from Below Matters More than Ever » et Matt JACKSON, « Relocating History from Below: Places, Spaces, Databases », *in* forum : « The Future of 'History from Below'... », *loc. cit.*

17 - M. JACKSON, « Relocating History From Below... », art. cit. : « In short, if historians are using drinking houses to write 'history from below' who are they writing that history about ? »

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

plebea chez l'éditeur italien Einaudi, dans le cadre de la nouvelle collection « Microstorie » dirigée par Carlo Ginzburg et Giovanni Levi [18]. L'éditeur du recueil, Edoardo Grendi [19] (le véritable père de la *microstoria* selon G. Levi [20]), présentait au public italien les recherches sur l'histoire de l'époque moderne d'E. P. Thompson, dont il soulignait, dans une très riche introduction, la forte cohérence. Le thème de l'*history from below* y était présenté comme central pour comprendre la culture du paternalisme caractéristique de cette société, et donc les rapports d'interdépendance qui liaient « les gouvernants et la foule ». La traduction du titre de l'essai sur l'économie morale n'était pas fidèle à l'original anglais : *english crowd* y était rendu par « classes populaires anglaises », et si l'origine de cette décision semble perdue [21], E. Grendi, qui avait revu l'ensemble du texte, l'avait évidemment entérinée. Passer de la « foule » aux « classes populaires » inscrivait les analyses d'E. P. Thompson dans le climat et dans les thématiques historiographiques dominantes en ces années qui avaient vu s'affirmer le thème de la culture populaire, avec la parution du *Fromage et les vers* et les traductions des ouvrages de Mikhaïl Bakhtine et de Peter Burke [22]. C'est au même moment que le livre de Natalie Zemon Davis, *Society and Culture in Early Modern France*, était traduit, encore une fois dans la collection « Microstorie », sous le titre *Le culture del popolo*, en écho avec l'édition française parue l'année précédente [23]. Traduire *english crowd* par « classes populaires » a probablement moins été un choix délibéré que le produit de cet « air du temps », qui était commun au moins à l'Italie et à la France [24]. Dans les faits, cette traduction reproduisait la

18 - Edward P. THOMPSON, *Società patrizia, cultura plebea. Otto saggi di antropologia storica sull'Inghilterra del Settecento*, éd. par E. Grendi, Turin, Einaudi, 1981.

19 - Sur Edoardo Grendi, voir la reconstitution biographique et intellectuelle dans Osvaldo RAGGIO et Angelo TORRE, « Prefazione », *in* E. GRENDI, *In altri termini. Etnografia e storia di una società di Antico Regime*, éd. par O. Raggio et A. Torre, Milan, Feltrinelli, 2004, p. 5-39. Sur la relation entre E. P. Thompson et E. Grendi, voir Osvaldo RAGGIO, « E. P. Thompson », *Studi classici e orientali*, 58, 2012, p. 285-293.

20 - Giovanni LEVI, « Microhistory and the Recovery of Complexity », *in* S. FELLMAN et M. RAHIKAINEN (éd.), *Historical Knowledge: In Quest of Theory, Method and Evidence*, Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2012, p. 121-132, ici p. 131.

21 - Ni Sabina Loriga, qui a traduit la majorité des articles (dont « English Crowd »), ni moi-même, alors chargée de suivi éditorial pour la collection « Microstorie », ne nous rappelons si ce choix a incombé à la traductrice ou à l'éditeur.

22 - Carlo GINZBURG, *Le fromage et les vers. L'univers d'un meunier du XVI^e siècle*, trad. par M. Aymard, Paris, Flammarion, [1976] 1980 ; Mikhaïl BAKHTINE, *L'opera di Rabelais e la cultura popolare. Riso, carnevale e festa nella tradizione medievale e rinascimentale*, trad. par M. Romano, Turin, Einaudi, [1965] 1979 ; la traduction française, *L'œuvre de François Rabelais et la culture populaire au Moyen Âge et sous la Renaissance*, trad. par A. Robel, Paris, Gallimard, 1970, fut rééditée en 1980, après avoir connu un succès notables chez les historiens modernistes ; Peter BURKE, *Cultura popolare nell' Europa moderna*, trad. par F. Canobbio-Codelli, Milan, Mondadori, [1978] 1980.

23 - Nathalie Zemon DAVIS, *Le culture del popolo. Saperi, rituali e resistenza nella Francia del Cinquecento*, trad. par S. Lombardini, Turin, Einaudi, [1975] 1980 ; voir aussi l'édition française : *Les cultures du peuple. Rituels, savoirs et résistances au XVI^e siècle*, trad. par M.-N. Bourguet, Paris, Aubier Montaigne, 1979.

24 - Pour une réflexion critique sur cet « air du temps », voir Gerald STRAUSS, « The Dilemma of Popular History », *Past and Present*, 132, 1991, p. 130-149, avec une réplique de William BEIK, « Debate: The Dilemma of Popular History », *Past and Present*, 141,

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

même ambiguïté qui caractérisait la proposition de la collection « Microstorie », dont la quatrième de couverture annonçait qu'elle entendait être attentive « aussi, mais pas nécessairement, à l'histoire des petits *(piccoli)* et des exclus ».

Pourtant, E. Grendi avait montré une très grande sensibilité à l'égard du thème de *« who is below ? »*, tant dans son introduction aux essais d'E. P. Thompson que dans des écrits postérieurs [25], en essayant de reconstituer les intentions de l'auteur qui, à propos de l'identification entre *history from below* et « peuple », était resté prudent et avait laissé des marges d'interprétation dans plusieurs de ses articles. Il reste qu'il parlait plus volontiers de *crowd*, alors que les renvois aux classes populaires étaient rares et demeuraient en tout cas assez indéfinis. Il s'agit d'un point important, décisif même pour la compréhension du travail d'E. P. Thompson, alors qu'il a été somme toute négligé. Il n'a même pas été évoqué lors des discussions récentes autour de la question, menées à l'occasion du trente-cinquième anniversaire de la parution de l'article « Patrician Society, Plebeian Culture » ; celles-ci ont porté plutôt sur le caractère extrême de l'opposition entre les deux termes « patricien » et « plébéien », qui aurait gommé toute hiérarchie et toute différenciation à l'intérieur de chacun des deux camps [26].

E. Grendi soulignait en outre que la catégorie de la plèbe, chez E. P. Thompson, ne décrivait pas une condition sociale, mais qu'elle servait plutôt à dessiner la configuration spécifique des rapports qui caractérisaient la société anglaise. La catégorie de la plèbe réintroduisait les conflits et les formes de compétitions sociales dans le cadre idyllique et consensuel du « long moment de la paix *whig* » célébré par l'historiographie anglaise [27]. E. Grendi cite à ce propos un passage crucial de *Customs in Common* :

> *Ces études, je l'espère, montreront que le concept de la culture plébéienne est plus concret et qu'il est utile. Cette culture ne se situe plus dans l'atmosphère éthérée 'des significations, des attitudes et des valeurs', mais elle s'inscrit dans un équilibre particulier des relations sociales, un environnement de travail fait d'exploitation, de résistance à l'exploitation et de relations de pouvoir qui étaient masquées par les rituels du paternalisme et de la déférence* [28].

1993, p. 207-215 ; en Allemagne, l'article d'E. P. Thompson sur la *moral economy* est paru dans un recueil : Edward P. THOMPSON, « Die 'moralische Ökonomie' der englischen Unterschichten im 18. Jahrhundert », *Plebeische Kultur und moralische Ökonomie. Aufsätze zur englischen Sozialgeschichte des 18. und 19. Jahrhunderts*, Francfort-sur-le-Main, Ullstein, 1980, p. 67-130 (je remercie Christophe Duhamelle pour cette information).

25 - Edoardo GRENDI, « E. P. Thompson e la 'cultura plebea' », *Quaderni storici*, 29-85, 1994, p. 235-247.

26 - Voir le compte rendu du débat qui a eu lieu à l'université de Warwick en février 2009 : Mark HAILWOOD et Brodie WADDELL, « Plebeian Cultures in Early Modern England: Thirty-Five Years After E. P. Thompson », *Social History*, 34-4, 2009, p. 472-476. Les interventions de Phil Withington et Keith Wrightson, par exemple, ont souligné à quel point cette dichotomie était étrangère au langage des contemporains (nous reviendrons plus loin sur cette critique à E. P. Thompson).

27 - Edoardo GRENDI, « Introduzione », *in* E. P. THOMPSON, *Società patrizia, cultura plebea...*, *op. cit.*, p. XXVIII.

28 - E. P. THOMPSON, *Les usages de la coutume...*, *op. cit.*, p. 59-60, cité par E. GRENDI, « E. P. Thompson e la 'cultura plebea' », art. cit., p. 236-237.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

En d'autres termes, d'après E. Grendi, le terme *« plebeian culture »* ne servait, dans les intentions d'E. P. Thompson, qu'à dessiner les termes de l'opposition et de l'interdépendance sociales. E. P. Thompson, encore :

> *En un sens les gouvernants et la foule avaient besoin l'un de l'autre, se regardaient l'un l'autre, jouaient et contre-jouaient sur la scène de l'autre, chacun des protagonistes modérait le comportement politique de l'autre. C'était une relation plus active et plus réciproque que ce qu'évoque habituellement la formule « paternalisme et déférence »* [29].

Dans son introduction au recueil italien, E. Grendi soulignait en outre un point essentiel : « en fait, dans le seul exemple de rigoureuse analyse contextuelle (aussi bien spatiale que temporelle) que Thompson nous propose », celle de *Whigs and Hunters*, il est clair que l'*history from below* ne coïncide pas avec l'histoire des classes populaires : « le mouvement des Blacks était bien loin d'être plébéien ; et du coup l'opposition proposée est bien celle entre la configuration sociale traditionnelle et la bureaucratie politique : les Whigs *vs* les officiers des forêts » [30].

Le thème de *« Who is below ? »* était donc bien présent au moment de la publication de l'édition italienne des essais, ce qui rend d'autant plus surprenant le choix d'associer la « classe populaire » à l'« économie morale », choix si peu respectueux du titre original, qui renvoyait sans doute aux sollicitations de cet « air du temps » et qui a manifestement eu raison de l'exceptionnelle attention critique d'E. Grendi. L'assimilation entre *below* et les classes populaires n'est pas en effet un caractère propre à la seule historiographie italienne. Si dans le cas de « The Moral Economy » la traduction française plus tardive (1988) est restée fidèle à l'original (« L'économie morale de la foule », titre repris dans *Les usages de la coutume*), cela n'a pas toujours protégé E. P. Thompson contre une déformation de ses catégories d'analyse. L'identification directe entre histoire d'en bas et classes populaires s'est réalisée à travers une lecture qui n'a pas pris au sérieux la complexité de ses analyses et en a ignoré les ambiguïtés [31]. En fait, il ne s'agit pas seulement ici d'un problème de traduction : le même biais se retrouve aussi dans quantité d'études qui, en Angleterre comme aux États-Unis, se sont inspirées des recherches d'E. P. Thompson sur l'époque moderne.

29 - E. P. Thompson, *Les usages de la coutume...*, *op. cit.*, p. 113.

30 - E. Grendi, « Introduzione », art. cit., p. xxviii. Voir Edward P. Thompson, *Whigs and Hunters: The Origin of the Black Act*, Londres, Allen Lane, 1975. Le lecteur français ne peut découvrir malheureusement qu'une sélection des chapitres de ce livre remarquable : *La guerre des forêts. Luttes sociales dans l'Angleterre du xviii^e siècle*, éd. par P. Minard, trad. par C. Jaquet, Paris, La Découverte, 2014.

31 - Et pourtant, déjà dans les années 1970 et 1980, la critique de l'utilisation « réaliste » de la catégorie « populaire » avait produit des réflexions importantes : voir par exemple Jacques Revel, « La culture populaire. Sur les usages et les abus d'un outil historiographique », *in* A. Esteban Fernández et Y.-R. Fonquerne (dir.), *Culturas populares. Diferencias, divergencias, conflictos*, Madrid, Universidad Complutense, 1986, p. 223-239 ; Roger Chartier, « Culture populaire », *in* A. Burguière (dir.), *Dictionnaire des sciences historiques*, Paris, Puf, 1986 ; Jean-Claude Passeron et Claude Grignon, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Le Seuil, 1989.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

L'« air du temps », donc, mais aussi et peut-être surtout les effets qu'ont eus sur la réception des travaux d'histoire moderne d'E. P. Thompson les écrits d'autres auteurs qui s'en sont plus directement inspirés, et en particulier ceux de James Scott, dont *The Moral Economy of the Peasant* n'est pas une réplique de l'économie morale thompsonienne [32]. Comme E. P. Thompson le souligne lui-même dans *Les usages de la coutume*, « Scott [...] va plus loin dans la description des 'valeurs' et des 'attitudes morales' [33] », c'est-à-dire qu'il fait de l'économie morale une expression directe de la culture d'un groupe social (soulignons à nouveau que cet aspect avait été fortement souligné par E. Grendi [34]).

Didier Fassin, dans un article de bilan sur la réception de la *moral economy*, souligne à ce propos que, chez J. Scott, l'économie morale devient « un monde local de valeurs [35] », dont la caractéristique est de renvoyer à des relations de dépendance. J. Scott écrit en effet : « Le contexte moral consiste en un ensemble d'attentes et de préférences sur les relations entre riches et pauvres [36]. » Riches et pauvres, peuple et élites ; l'économie morale se voit donc inscrite ici à l'intérieur de ces

32 - James C. Scott, *The Moral Economy of the Peasant: Rebellion and Subsistence in South-East Asia*, New Haven, Yale University Press, 1977, et, plus récemment, *Id.*, « Afterword to Moral Economies, State Spaces, and Categorical Violence », *American Anthropologist*, 107-3, 2005, p. 395-402. Sur cet ouvrage, et comment il a été influencé non seulement par E. P. Thompson, mais aussi par Karl Polanyi et Alexander Chayanov, voir Marc Edelman, « Bringing the Moral Economy Back in... to the Study of 21st-Century Transnational Peasant Movements », *ibid.*, p. 331-345. Une confrontation entre E. P. Thompson et J. Scott a été proposée par Mark Granovetter, « Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness », *American Journal of Sociology*, 91-3, 1985, p. 481-510. La *moral economy* a connu un succès extraordinaire au cours des trente dernières années ; une enquête (menée grâce à *Google adviser*) sur les occurrences de cette expression dans les titres de publications scientifiques en décompte plusieurs centaines. Elle fait voir par ailleurs que la formule a été reprise à propos de recherches sur des terrains aussi bien asiatiques que sud-américains dont certaines sont citées dans Didier Fassin, « Les économies morales revisitées », *Annales HSS*, 64-6, 2009, p. 1237-1266, p. 1239-1240, n. 9. Sur cette diffusion, voir Didier Fassin et Jean-Sébastien Eideliman (dir.), *Économies morales contemporaines*, Paris, La Découverte, 2012 ; Didier Fassin et Samuel Lézé (éd.), *Moral Anthropology: A Critical Reader*, Londres, Routledge, 2014 ; Didier Fassin (éd.), *A Companion to Moral Anthropology*, Hoboken, Wiley-Blackwell, 2012.

33 - E. P. Thompson, *Les usages de la coutume*..., *op. cit.*, p. 418 ; cité aussi par D. Fassin, « Les économies morales revisitées », art. cit., p. 1249, n. 31. Selon Andy Wood, « Subordination, Solidarity and the Limits of Popular Agency in a Yorkshire Valley, c. 1596-1615 », *Past and Present*, 193, 2006, p. 41-72, les livres qui adoptent au plus près la formalisation du thème de l'*agency* suivant l'acception de J. Scott sont : Paul Griffiths, Adam Fox et Steve Hindle (éd.), *Experience of Authority in Early Modern England*, Londres/New York, MacMillan/St. Martin's Press, 1996 ; Michael J. Braddick et John Walter (éd.), *Negotiating Power in Early Modern Society: Order, Hierarchy, and Subordination in Britain and Ireland*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

34 - Voir *supra* n. 28.

35 - D. Fassin, « Les économies morales revisitées », art. cit., p. 1249.

36 - James C. Scott, *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Resistance*, New Haven, Yale University Press, 1985, p. 184 ; le passage est cité aussi par D. Fassin, « Les économies morales revisitées », art. cit., p. 1249, n. 32.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

dichotomies ; en outre, elle est appelée – de force – à faire partie du patrimoine traditionnel et atemporel (« une 'morale d'avant' [37] ») des classes populaires. Du même coup, on fait disparaître la généalogie retracée par E. P. Thompson, qui faisait une place de choix à la formalisation scolastique de l'éthique chrétienne du juste prix ainsi qu'à la juridiction royale sur les pauvres et rendait improbable la lecture exclusive de l'économie morale comme une réponse populaire à la disette.

Par-delà la version qu'en donnait J. Scott, la très large adoption, essentiellement métaphorique, de la formule de l'économie morale dans le cadre des analyses des résistances des cultures locales face aux processus imposés de « modernisation » a contribué à en accentuer le caractère génériquement « populaire » [38]. Enfin, et cela constitue un élément décisif, l'assimilation de *below* à « peuple » et, donc, la qualification sociale de la foule témoignent d'une attitude persistante des historiens : celle qui entend se référer à des physionomies sociales bien définies, attribuer des cultures et des idéologies à des individus ou à des groupes bien identifiés sur l'échelle sociale, construire des systèmes de classification fondés sur des qualités individuelles ou collectives stables (le statut, le niveau de richesse, le métier, etc.) plutôt que sur des « conditions » et des pratiques sociales apparemment plus difficiles à appréhender. Nous y reviendrons.

37 - *Ibid.*

38 - Et cela, bien que l'utilisation qui en est faite dans le cadre de la définition ainsi que de la défense des biens communs aille dans une toute autre direction, recouvrant une acception bien plus large. Voir les réflexions sur la justice sociale et le marché proposées par William James BOOTH, « A Note on the Idea of the Moral Economy », *American Political Science Review*, 87-4, 1993, p. 949-954 ; *Id.*, « On the Idea of Moral Economy », *American Political Science Review*, 88-3, 1994, p. 653-667 ; Sean CADIGAN, « The Moral Economy of the Commons: Ecology and Equity in the Newfoundland Cod Fishery, 1815-1855 », *Labour / Le Travail*, 43, 1999, p. 9-42 ; Thomas Clay ARNOLD, « Rethinking Moral Economy », *American Political Science Review*, 95-1, 2001, p. 85-95 ; Paul TRAWICK, « The Moral Economy of Water: Equity and Antiquity in the Andean Commons », *American Anthropologist*, 103-2, 2001, p. 361-379. Certains bilans, fort utiles, sur l'utilisation de la *moral economy* d'E. P. Thompson par les historiens et les chercheurs en sciences sociales peuvent être trouvés dans Adrian RANDALL et Andrew CHARLESWORTH, *Moral Economy and Popular Protest: Crowds, Conflict and Authority*, New York, Palgrave, 2000, ainsi que, plus récemment, dans l'article de Rudi BATZELL *et al.*, « E. P. Thompson, Politics and History: Writing Social History Fifty Years after *The Making of the English Working Class* », *Journal of Social History*, 48-4, 2015, p. 753-758. Sur l'utilisation ainsi que la critique récente venant des *subaltern studies*, voir Vinay BAHL, *What Went Wrong with « History from Below » : Reinstating Human Agency as Human Creativity*, Kolkata, K. P. Bagchi, 2005. J'estime que l'utilisation « détournée » de la formule de Lorraine DASTON, « The Moral Economy of Science », *Osiris*, 10, 1995, p. 2-24, a largement contribué à faire de la *moral economy* un code de valeurs « corporatif » : le « système équilibré de forces émotionnelles, avec des points d'équilibre et de contrainte » (p. 4) est en effet bien plus imprécis que la *moral economy* d'E. P. Thompson, mais il devient un réservoir de la culture de certains groupes sociaux spécifiques.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

Spatial turn vs agency ?

Nous avons parlé de malentendus. Mais nous avons dit aussi que ceux-ci sont justifiés au moins en partie par l'ambiguïté dont fait preuve E. P. Thompson lui-même quant au terme « plèbe » ou bien à la locution « culture populaire ». La culture est-elle « populaire » en tant qu'expression du peuple ou en raison de son caractère subordonné et, finalement, de sa défaite ? Cette ambiguïté est aussi nourrie par la superposition qu'il opère entre action de protestation et action populaire. Il convient de s'arrêter sur ce point.

L'enjeu de cette superposition concerne le rapport entre expérience, culture de groupe et action ; la continuité établie par E. P. Thompson entre ces éléments, surtout dans *La formation de la classe ouvrière anglaise*, a fait l'objet de critiques sévères de la part d'historiens d'orientations différentes. En dépit de l'intention déclarée dans ce livre de ne pas traiter les groupes comme des « choses », mais de les considérer plutôt comme des « processus », la notion d'expérience a été critiquée, avec des arguments convaincants, comme réductrice. E. P. Thompson tend à en rattacher chaque aspect aux relations de production. Les actions populaires analysées sont l'expression directe des structures objectives de pouvoir et d'expériences partagées, déterminées par la structure sociale. L'action est un produit de cette structure et elle peut être rapportée à celle-ci. Le contexte qui est pris en compte dans l'analyse d'E. P. Thompson est un contexte social, la culture dont il traite est la culture populaire [39]. Cette approche est régie par la conviction que les comportements émanent de l'expérience de groupes spécifiques, qu'ils sont le reflet de la structure sociale (de classe) et en même temps le véhicule de sa culture.

C'est cette connexion qui a été à juste titre plus particulièrement mise en cause. On le sait, l'élément de discontinuité a surtout été individualisé au niveau du langage et de ses prérogatives ; on a montré que ce dernier ne peut pas être considéré comme une simple expression des intérêts de groupes qui seraient déjà existants, mais comme un élément de construction de ces groupes et de configurations sociales [40]. Nous savons aussi que cette considération, pourtant essentielle,

39 - Harvey J. Kaye et Keith McClellan (éd.), *E. P. Thompson: Critical Perspectives*, Philadelphie, Temple University Press, 1990, en particulier William H. Sewell Jr., « How Classes Are Made: Critical Reflections on E. P. Thompson's Theory of Working Class Formation », p. 50-77 ; Richard Johnson, « Edward Thompson, Eugene Genovese and Socialist-Humanist History », *History Workshop Journal*, 6, 1978, p. 79-100 ; voir aussi Simona Cerutti, « Processus et expérience. Individus, groupes et identités à Turin, au XVII^e siècle », *in* J. Revel (éd.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard, 1996, p. 161-186.

40 - La littérature sur le *linguistic turn* est démesurée ; pour un premier bilan, voir Victoria E. Bonnell et Lynn Hunt (éd.), *Beyond the Cultural Turn: New Directions in the Study of Society and Culture*, Berkeley, University of California Press, 1999. Sur la notion d'expérience, voir l'article classique de Joan W. Scott, « The Evidence of Experience », *Critical Enquiry*, 17-4, 1991, p. 773-797, ainsi que la critique de Simona Cerutti, « Le *linguistic turn* en Angleterre. Notes sur un débat et ses censures », *Enquêtes*, 5, 1997, p. 125-140.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

s'est souvent enlisée dans la dissolution du « social » dans ses dimensions discursives. Souvent, mais pas toujours : à partir de la nouvelle attention portée au langage, des réflexions importantes ont été développées ces dernières décennies, qui ont porté sur les formes de la communication sociale et politique. Le paradigme de la circulation des informations, dès lors qu'il est conjugué avec une attention spécifique aux espaces et aux lieux dans lesquels cette circulation se réalise, est présenté explicitement comme une voie pour « problématiser notre vision de la politique de l'époque moderne [41] » et dépasser ainsi l'opposition entre la politique des élites et celle des classes populaires. Certaines de ces tentatives sont particulièrement réussies. Dans le cas de la recherche de Filippo De Vivo d'où est tirée la citation, la prise en compte des formes, des lieux ainsi que celle des agents qui ont activé la circulation des informations dévoile une vie politique vénitienne caractérisée par une extraordinaire polyphonie, par un brassage constant de voix qui construisent collectivement les événements politiques. Un rapport rigoureux aux sources permet à l'auteur de ne pas tomber dans les pièges tendus par les deux courants classiques autour desquels le thème de l'information a été le plus souvent traité : celui, d'inspiration foucaldienne, qui en fait essentiellement un instrument de propagande, ou bien, à l'opposé, celui (très pratiqué au cours des dernières décennies) qui est inspiré des propositions de Jürgen Habermas sur la sphère publique et qui est marqué par un égalitarisme suspect [42].

Parallèlement, le terrain plus spécifique de l'histoire sociale d'inspiration thompsonienne a été lui aussi investi par ce nouveau courant. Le caractère relativement unanime du parcours qui a conduit une large partie des historiens des « classes populaires » (surtout, mais pas seulement, dans le milieu anglo-saxon) vers l'étude de la communication, de l'information et de leurs espaces est à ce titre remarquable. L'intention qui guide ces recherches vise à une contextualisation plus attentive aux moments des rencontres et des conflits. La préface de J. Scott au livre *Political Space in Pre-Industrial Europe* édité par Beat Kümin constitue un cas exemplaire de ce parcours de révision du caractère par définition subversif des cultures populaires [43]. Dans ce recueil, les espaces classiques de la vie collective et des résistances

41 - Filippo De Vivo, *Patrizi, informatori, barbieri. Politica e comunicazione a Venezia nella prima età moderna*, Milan, Feltrinelli, 2012, p. 18. Ce livre est le produit d'une profonde réélaboration de *Id.*, *Information and Communication in Venice: Rethinking Early Modern Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2007. Dans le milieu anglo-saxon, cette approche a ouvert aussi la possibilité de surmonter l'opposition entre historiographie *whig* et courants révisionnistes qui a traversé ces dernières décennies : Peter Lake et Steven Pincus (éd.), *The Politics of the Public Sphere in Early Modern England*, Manchester, Manchester University Press, 2007.

42 - F. De Vivo, *Patrizi, informatori, barbieri...*, *op. cit.*, p. 29-33. Témoins du grand succès du paradigme habermassien : P. Lake et S. Pincus (éd.), *The Politics of the Public Sphere...*, *op. cit.* ; Massimo Rospocher (éd.), *Beyond the Public Sphere: Opinions, Publics, Spaces in Early Modern Europe*, Bologne/Berlin, Il Mulino/Duncker und Humblot, 2012 ; Patrick Boucheron et Nicolas Offenstadt (dir.), *L'espace public au Moyen Âge. Débats autour de Jürgen Habermas*, Paris, Puf, 2011.

43 - James C. Scott, « Preface », *in* B. Kümin (éd.), *Political Space in Pre-Industrial Europe*, Farnham, Ashgate, 2009, p. 1-4 ; le livre rassemble aussi certains des travaux

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

des classes populaires des années 1960 et 1970, tels que les tavernes et les hôtelleries, sont désormais lus comme des lieux de contrôle social, de compétition et de conflit à l'intérieur de ces mêmes groupes sociaux [44]. Il s'agit là d'une remise en cause sévère, qui ébranle bien des certitudes en mettant en discussion, d'après les auteurs, l'existence même de ces *« hidden transcript »*, de « ces affirmations et ces gestes hostiles qui sont aussi centraux dans les découvertes récentes de la désormais mythique *agency* populaire ». L'histoire paraît désormais « plus sombre et pessimiste », « une histoire dans laquelle les mots échangés dans les tavernes pouvaient être dangereux pour leurs locuteurs, plutôt que d'être entendus comme des instruments du pouvoir populaire » [45] ; il devient en outre de plus en plus difficile d'isoler les comportements et les cultures qu'on peut désigner comme « populaires », alors que, parallèlement, ces comportements et ces cultures sont loin de s'exprimer à travers des résistances et des révoltes vis-à-vis des pouvoirs constitués.

La rencontre entre les études sur la communication et le *spatial turn* suscite donc une discussion approfondie sur l'existence de formes spécifiques d'actions populaires. Selon certains chercheurs, elle met radicalement en question plusieurs *topoi* de l'histoire sociale des années précédentes (l'*hidden transcript* de J. Scott entre autres), et en particulier ceux qui sont issus de la recherche d'E. P. Thompson, dont le concept d'*agency*, considéré comme trop lié à une idée de *« counter hegemony »* consciente et délibérée. Au contraire, il faudrait plutôt déplacer l'attention vers les formes – et les lieux – de la rencontre et de la négociation :

> *plutôt qu'en termes d'*agency, *il vaut mieux penser à des cartographies de relations de pouvoir : se demander où se trouvaient les lieux de négociation, les théâtres de la représentation du pouvoir, les espaces de liminalité, les réseaux de communication qui pouvaient produire des formes d'alphabétisation, ou bien des litiges judiciaires ou encore des révoltes* [46].

présentés au premier *workshop* « Social Sites – Öffentliche Räume – Lieux d'échanges, 1300-1800 » tenu en 2005.

44 - James R. BROWN, « Drinking Houses and the Politics of Surveillance in Pre-Industrial Southampton » et Peter CLARK, « Politics, Clubs and Social Space in Pre-Industrial Europe », *in* B. KÜMIN (éd.), *Political Space...*, *op. cit.*, respectivement p. 61-80 et 81-94. P. Clark écrit : « En nuançant le caractère éversif que l'historiographie a prêté aux auberges, aux tavernes, et surtout aux cabarets en tant que lieux du désordre, cet article voudrait montrer leur centralité dans le cadre de pratiques sociales et matérielles de surveillance à l'intérieur de la communauté provinciale » (p. 80). Voir Peter CLARK, « The Alehouse and the Alternative Society », *in* D. PENNINGTON et K. THOMAS (éd.), *Puritans and Revolutionaries: Essays in Seventeenth-Century History Presented to Christopher Hill*, Oxford, Clarendon Press, 1978, dans la lignée de Keith WRIGHTSON, « Alehouses, Order and Reformation in Rural England, 1590-1660 », *in* E. YEO et S. YEO (éd.), *Popular Culture and Class Conflict 1590-1914: Exploration in the History of Labour and Leisure*, Brighton, Harvester Press, 1981. Voir aussi Beat KÜMIN, *Drinking Matters: Public Houses and Social Exchange in Early Modern Central Europe*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007.

45 - J. R. BROWN, « Drinking Houses and the Politics of Surveillance... », art. cit., p. 80.

46 - Cornelia Hughes DAYTON, « Rethinking Agency, Recovering Voices », *The American Historical Review*, 109-3, 2004, p. 827-843, ici p. 839. On trouve une des premières utilisations du terme *agency* par E. P. THOMPSON dans « Agency and Choice », *New Reasoner:*

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

Cartographies de pouvoir, espaces, réseaux de communication ; le « manifeste » de ce mouvement a souvent été compris comme la substitution de la lutte des places à la lutte des classes [47]. La préoccupation, constamment invoquée, de surmonter les oppositions faciles entre classes populaires et élites dissout le thème du haut et du bas dans le paradigme de la communication. La question *« Who is below ? »* devient peu pertinente : une fois abandonné le mythe des cultures alternatives et rebelles, de l'*hidden transcript* produit par l'*agency*, que reste-t-il de l'histoire d'en bas ? L'*history from below* peut-elle faire encore partie des préoccupations de l'historien ou n'est-elle qu'une évocation nostalgique ?

Expérience et sources

Revenons en arrière et interrogeons-nous sur la pertinence de cette opération de critique de la « culture populaire ». Formulée dans les termes évoqués, celle-ci risque de se tromper de cible. Le problème, en effet, est moins de mettre en discussion chaque ingrédient de la « culture populaire », comme il a été fait, et donc d'affaiblir le caractère alternatif du *« below »*, que de questionner, et de manière radicale, la légitimité de l'identification entre ce « bas » et les classes populaires ainsi que la superposition si souvent opérée entre les cultures de la protestation et les classes populaires. C'est bien cette association qui ne survit pas – pour le dire avec E. P. Thompson – à l'immersion « dans l'acidité des données [48] ». Il s'agit en fait de revenir à une réflexion plus approfondie sur les relations entre expérience, action et culture, en somme sur cette chaîne instituée par E. P. Thompson dont, comme nous l'avons vu, plusieurs chercheurs pensaient qu'elle devait être défaite et repensée, et que le *linguistic turn* ainsi que le paradigme de la circulation ont à peine effleurée.

A Quarterly Journal of Socialist Humanism, 5, 1958, p. 89-107. Une réflexion aiguë sur l'*agency* d'E. P. Thompson se trouve déjà dans Perry ANDERSON, *Arguments within English Marxism*, Londres, Verso/NLB, 1980, p. 16-58. Pour une critique de ce concept *« saturated [...] with the categories of nineteeth-century liberalism »*, voir Walter JOHNSON, « On Agency », *Journal of Social History*, 37-1, 2003, p. 113-124, ici p. 114 ; tout le numéro de la revue est consacré à la discussion de ce concept. Sur l'*agency*, dans une perspective postmoderniste, voir David Gary SHAW (éd.), nº spécial « Agency after Postmodernism », *History and Theory*, 40-4, 2001. Voir en outre Andy WOOD, « Subordination, Solidarity and the Limits of Popular Agency in a Yorkshire Valley, c. 1596-1615 », *Past and Present*, 193-1, 2006, p. 41-72. Une belle analyse de la relation que l'on peut établir entre *agency* et analyses *emic* et *etic* en anthropologie se trouve dans Webb KEANE, « Self-Interpretation, Agency, and the Objects of Anthropology: Reflections on a Genealogy », *Comparative Studies in Society and History*, 45-2, 2003, p. 222-248. Pour un bilan récent de l'*agency* thompsonienne à la lumière des analyses spatiales, voir David FEATHERSTONE et Paul GRIFFIN, « Spatial Relations, Histories from Below and the Makings of Agency: Reflections on the *Making of the English Working Class* at 50 », *Progress in Human Geography*, à paraître.

47 - Michel LUSSAULT, *De la lutte des classes à la lutte des places*, Paris, Grasset, 2009.

48 - Edward P. THOMPSON, *Misère de la théorie. Contre Althusser et le marxisme anti-humaniste*, trad. par A. Blin *et al.*, Paris, Versus, [1978] 2015, p. 101 *sq.*

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

Dès les années 1980, un certain nombre de recherches ont choisi de se confronter directement aux travaux d'E. P. Thompson en travaillant sur des thèmes et des sources analogues. Le dialogue a eu lieu sur le terrain de l'analyse des sources ; il concerne la reconstitution de l'expérience des acteurs, la prise en compte des actions qui sont transcrites dans les sources, et finalement du langage des acteurs sociaux. C'est sur ce terrain, me semble-t-il, que s'élaborent les matériaux qui permettent de discuter dans des nouveaux termes sur l'*history from below* ainsi que la question *« who is below ? »*.

L'exemple que je voudrais introduire se fonde sur la recherche conduite par l'historienne italienne Renata Ago sur un thème très proche de celui de l'économie morale [49]. Celle-ci a analysé le fonctionnement du marché des grains à Rome au XVIII^e^ siècle à partir d'une double interrogation. D'une part, la politique annonaire mise en œuvre par l'autorité pontificale se conformait-elle au modèle de l'économie morale des classes populaires ? D'autre part, le libéralisme commercial promu par l'État pontifical à partir du XIX^e^ siècle peut-il être compris comme l'adoption d'un modèle capitaliste ?

Pour aborder ce problème, R. Ago a suivi les protagonistes de ces échanges commerciaux et reconstitué la physionomie sociale ainsi que l'activité des marchands et des acheteurs, ce qui lui a permis de mettre en relation les comportements de ces individus sur le marché avec les intérêts et les rapports sociaux que ceux-ci avaient tissé dans les campagnes et dans les fiefs. En somme, elle a rendu compte de l'expérience des protagonistes sur les différents plans de la vie sociale. Les résultats de cette analyse sont intéressants. R. Ago s'est aperçue que, dans son terrain d'analyse, la plus grande partie de la population pouvait se retrouver, à des moments différents, dans les rôles de vendeur, d'autoconsommateur ou bien d'acheteur ; et c'étaient ces rôles contingents qui suggéraient à chaque acteur une conduite vis-à-vis du marché. Du moment qu'il n'y avait pas des rôles prédéterminés, il n'était pas possible de parler en termes d'adhésion à un système idéologique déterminé. Le rôle d'acheteur ou bien de vendeur suscitait la revendication d'un contrôle sur la définition du « juste prix » ou, au contraire, la revendication d'un droit au profit. Le même mélange de positions se trouvait chez le fermier du fief de Castro ou chez les paysans de Monteromano. Dans le cas romain, donc, l'économie morale n'était pas l'expression d'une culture sociale émanant de l'expérience partagée d'un groupe, mais plutôt une forme de revendication légitimée par la position occupée de manière contingente par l'acteur sur le marché.

La différence, par rapport à l'interprétation d'E. P. Thompson, mais surtout par rapport à celle de ses exégètes, est évidemment majeure : dans l'exemple anglais, le discours moral est révélateur de la cohésion et de la conscience d'un groupe ; dans l'exemple romain, il met au jour l'existence de pratiques exercées par de multiples personnes tout au long de leur vie ou à la limite, d'une journée. R. Ago offre une perspective très différente sur les relations entre structures et comportements : les

49 - Renata AGO, « Popolo e papi. La crisi del sistema annonario », *in Subalterni in tempo di modernizzazione. Nove studi sulla società romana nell'Ottocento*, Milan, Franco Angeli, 1985, p. 17-47. Voir la présentation et la discussion des résultats de ces recherches dans S. CERUTTI, « Processus et expérience... », art. cit.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

« lois du marché » n'existent pas au-delà de l'expérience du marché. Ces lois sont déterminées par les relations – instables et changeantes – entre acheteurs et vendeurs, bien que les effets de ces relations ne soient pas toujours recherchés ni prévus [50].

Cet exemple pointe, sur le terrain même de l'économie morale, un enjeu important : la nécessité de prendre garde à toute assimilation directe (non vérifiée empiriquement) entre une structure sociale, une culture et des actions. Et cela est d'autant plus vrai dans les sociétés de l'époque moderne, où un statut particulier est attribué à l'action. Non seulement on ne peut la considérer comme étant une émanation « naturelle » de groupes définis, mais le mouvement est plutôt inverse, car c'est l'action qui est en mesure d'attribuer des statuts ainsi que des qualités individuelles ou de groupes. Parler de « pratiques » plutôt que d'identités ou de cultures de groupe ne signifie donc pas substituer à l'analyse des groupes sociaux des variables fluides et imprécises. Il s'agit plutôt de reconnaître le statut particulier attribué à l'action dans ces sociétés de l'époque moderne et à sa capacité de transformer des conditions sociales (et pas seulement de les refléter). La répétition dans le temps d'une action qui s'était déroulée « sans aucune contradiction » était en mesure d'attribuer des droits et des prérogatives [51]. Plus que le titre formel de propriété, c'était la situation de fait, la familiarité avec l'objet ou bien avec son utilisation continue dans le temps, qui attribuait le statut de propriétaire. Plus que l'attribution formelle d'une charge ou d'un poste, c'était le fait d'« agir en » qui était en mesure de modifier le statut individuel. En ce sens, les actions n'étaient pas l'expression de structures préexistantes, mais plutôt les voies à travers lesquelles les édifices sociaux étaient bâtis, ainsi que les moments de leur légitimation [52] :

50 - John BOHSTEDT, « The Moral Economy and the Discipline of Historical Context », *Journal of Social History*, 26-2, 1992, p. 265-284, a mis en évidence que la *moral economy* n'était pas une « condamnation du capitalisme » mais plutôt une « correction » de l'échange, en invitant ainsi à « repenser l'économie morale comme un ensemble de tactiques pragmatiques plutôt que comme un corpus de croyances anti-capitalistes », p. 274. En suivant William Reddy, il montre à quel point, plutôt que d'être des expressions des intérêts consolidés de certains groupes sociaux, « les émeutes créaient une communauté, elles lui donnaient consistance *(enacted)*, elles réalisaient une communauté en puissance » (p. 276). Des réflexions précoces sur le thème se trouvent dans Alfred William COATS, « Contrary Moralities: Plebs, Paternalists and Political Economists », *Past and Present*, 54-1, 1972, p. 130-133 et la réponse d'Elizabeth FOX-GENOVESE, « The Many Faces of Moral Economy: A Contribution to a Debate », *Past and Present*, 58-1, 1973, p. 161-168 ; John STEVENSON, « The 'Moral Economy' in the English Crowd: Myth and Reality », *in* A. FLETCHER et J. STEVENSON (éd.), *Order and Disorder in Early Modern England*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, p. 218-238.

51 - Angelo TORRE, *Il consumo di devozioni. Religione e comunità nelle campagne dell'Ancien Régime*, Venise, Marsilio, 1995 ; Osvaldo RAGGIO, « Costruzione delle fonti e prova. Testimoniali, possesso e giurisdizione », *Quaderni storici*, 31-91, 1996, p. 135-156 ; Simona CERUTTI, *Giustizia sommaria. Pratiche e ideali di giustizia in una società di Ancien Régime, Torino, 18. secolo*, Milan, Feltrinelli, 2003 ; *Id.*, « À qui appartiennent les biens qui n'appartiennent à personne ? Citoyenneté et droit d'aubaine à l'époque moderne », *Annales HSS*, 62-2, 2007, p. 355-383.

52 - Albert OGIEN, « Décrire ou expliquer. Notes sur une mauvaise querelle de méthode », *in* W. ACKERMANN *et al.* (éd.), *Décrire, un impératif ? Description, explication, interprétation*

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

L'usage crée des multitudes de statuts [...] sans convoquer les sujets et leurs volontés ; il se limite à enregistrer un équilibre de forces, naturel ou bien consolidé par le temps, en le revêtant de juridicité. Les statuts personnels ne sont pas un nombre limité de conditions personnelles définies a priori, *mais sont les innombrables situations socio-économiques dans lesquelles se trouvent les personnes* [53].

Action / *agency*

L'action dont il est question ici est bien différente de l'*agency* thompsonienne ; alors que cette dernière est l'expression des capacités d'un groupe défini, doté de conscience et de volonté, à interpréter le monde social et à agir sur lui, la première renvoie à la capacité de pratiques accomplies par des sujets multiples et disparates à créer des physionomies et des groupes sociaux. Il va de soi que ces deux dimensions ne s'excluent pas et qu'elles peuvent même être étroitement liées. Pourtant, elles renvoient à deux niveaux différents de lecture des sources, l'un et l'autre entièrement légitimes, mais qui doivent rester bien dissociés : un regard *emic* et un regard *etic*. Or un reproche pertinent qui a été adressé à E. P. Thompson concerne son manque de vigilance quant à cette séparation. L'anthropologue Renato Rosaldo a soulevé le problème de manière très explicite : E. P. Thompson ne distinguerait pas sa propre interprétation de celle des sujets-acteurs qu'il étudie. Il traite sa propre narration comme un média neutre et non comme une forme culturelle choisie parmi une gamme de formes possibles. Il a puisé dans un idiome culturel du passé – le mélodrame. Mais – et il est légitime de se le demander – s'agit-il de l'idiome d'E. P. Thompson ou bien de celui des protagonistes de son étude [54] ? En somme, R. Rosaldo semble suggérer que la relation passé/présent si vivante chez E. P. Thompson l'a conduit à refouler l'altérité du passé [55].

en sciences sociales, Paris, EHESS, 1985, t. 1, p. 78-100 ; Simona CERUTTI, « Histoire pragmatique, ou de la rencontre entre histoire sociale et histoire culturelle », *Tracés*, 15, 2008, p. 147-168. Pour une réflexion récente sur le caractère performatif des pratiques par un philosophe, voir Roberto FREGA, « Les pratiques normatives. Repenser la normativité entre philosophie et sciences sociales », *in* D. CEFAÏ *et al.* (éd.), dossier « Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations », *Sociologies*, 2015, http://sociologies.revues.org/4969.

53 - La citation, parfaitement adaptée à un contexte de l'époque moderne, est d'un historien médiéviste : Emanuele CONTE, « Cose, persone, obbligazioni, consuetudini. Piccole osservazioni su grandi temi », *in* O. FARON et É. HUBERT (éd.), *Le sol et l'immeuble. Les formes dissociées de propriété immobilière dans les villes de France et d'Italie (XII^e^-XIX^e^ siècle)*, Rome, École française de Rome, 1995, p. 27-39, ici p. 38 ; *Id.*, « Dai servi ai sudditi. La *realitas* dei contratti di *status* nel diritto comune », *in* F. THEISEN et W. E. VOSS (éd.), *Glosse, Summe, Kommentar. Juristisches und Rhetorisches in Kanonistik und Legistik*, Osnabrück, Rasch, 2000, p. 37-54.

54 - Renato ROSALDO, « Celebrating Thompson's Heroes: Social Analysis in History and Anthropology », *in* H. J. KAYE et K. MCCLELLAN (éd.), *E. P. Thompson...*, *op. cit.*, p. 103-124, ici p. 104.

55 - E. GRENDI, « E. P. Thompson e la 'cultura plebea' », art. cit., p. 244.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

La critique est sévère, d'autant plus qu'elle est adressée à un historien qui a réfléchi de manière très aiguë à la lecture des sources (en se battant contre l'*academic game* et les anachronismes qu'il produit). À quel point cette critique est fondée, c'est ce que montre encore une fois une recherche parallèle à celle d'E. P. Thompson, qui aborde des thèmes et s'appuie sur des sources comparables. Il s'agit des lettres anonymes, protagonistes à la fois de « The Crime of Anonymity », l'un de ses articles les plus célèbres [56], et de *Lettere orbe*, un petit ouvrage d'E. Grendi paru en 1989 [57]. Il est intéressant pour notre propos de mettre en parallèle les démarches suivies dans les deux recherches.

Les lettres anonymes qui font l'objet de la recherche d'E. P. Thompson sont analysées comme des « formes caractéristiques de la protestation sociale de toute société dans lesquelles les formes de défense collective sont faibles [58] ». L'extraordinaire violence des termes et des modes de la communication est mise en valeur à travers une organisation des lettres par thèmes, qui montre l'extension des terrains sur lesquels la protestation s'exerçait. Cette violence, qui va de pair avec la manifeste légitimité attribuée aux lettres – celles-ci étaient publiées dans la très officielle *London Gazette* entre 1750 et 1820 –, lui sert à démanteler l'image pacifiée et consensuelle du gouvernement *whig*. On est ici confronté à une manifestation criante de la protestation sociale, un témoignage *« from below »* de la manière dont les rapports, au sein d'une société très hiérarchisée, imbibée d'une idéologie paternaliste, pouvaient être vécus.

Les lettres anonymes adressées un siècle plus tôt à l'État génois par ses sujets des villes et des campagnes, qui jouissent par ailleurs d'une semblable légitimité (elles sont sollicitées par le gouvernement de la cité), font l'objet d'une analyse très différente. Tout d'abord, elles sont organisées selon un critère territorial plutôt que sociologique, c'est-à-dire à partir de la proximité ou de la distance par rapport au gouvernement central. Ce sont donc les sources elles-mêmes qui dictent leur propre classification. Ensuite, la recherche menée se focalise sur deux pôles qui sont maintenus dans une tension constante : d'une part, la préoccupation de mettre au jour la complexité de « l'attente vis-à-vis de l'autorité [59] », qui varie notamment en fonction de la localisation des lettres ; d'autre part, l'individualisation des interlocuteurs locaux de ces documents. L'historien se donne en effet pour objectif de reconstituer non seulement les relations des sujets avec l'État, mais aussi des aspects de la vie locale que révèle une analyse attentive des écrits.

Le pari est gagné, me semble-t-il, sur ces deux terrains. L'analyse des attentes vis-à-vis de l'État met en lumière la compétence judiciaire des acteurs qui recourent à ces lettres pour intervenir directement dans les procédures en cours – un point signalé aussi par E. P. Thompson, mais qu'il ne développe malheureusement pas –

56 - Edward P. THOMPSON, « The Crime of Anonymity », *in* D. HAY *et al.* (éd.), *Albion's Fatal Tree: Crime and Society in Eighteenth-Century England*, New York, Pantheon Books, 1975, p. 255-308.
57 - Edoardo GRENDI, *Lettere orbe. Anonimato e poteri nel Seicento genovese*, Palerme, Gelka, 1989.
58 - E. P. THOMPSON, « The Crime of Anonymity », art. cit., p. 257.
59 - E. GRENDI, *Lettere orbe...*, *op. cit.*, p. 8.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

ou pour exprimer des visions particulières de la justice (civile pour les riches, criminelle pour les pauvres). Mais surtout, ce qui émerge des lettres, c'est la chronique dense d'une vie locale dominée par une conflictualité nobiliaire endémique et par la corruption des officiers locaux. Ce sont des images très particulières des communautés au sein de l'État qui émergent, profondément différentes de celles qui ressortent d'autres sources bien plus familières aux historiens (suppliques, demandes de grâce, procès). Nous sommes donc bien loin de la seule opposition entre les pauvres et leurs maîtres qu'E. P. Thompson dégage des lettres anonymes anglaises. Nous nous trouvons immergés dans un monde social qui connaît, bien évidemment, des conflits avec l'autorité, mais qui est en même temps très stratifié et traversé par une pluralité d'autres tensions, d'autres intérêts et enjeux. Il est bien possible que ces différences soient liées à la diversité des contextes, des périodes ainsi que des sources analysées. Pourtant, c'est bien apparemment la confrontation avec l'historiographie *whig*, avec son image d'une société dominée par le paternalisme et la déférence qu'elle diffuse, qui a dicté à E. P. Thompson son agenda rigide : en reprenant la dichotomie entre le haut et le bas, entre les pauvres, le peuple et les puissants, l'historien a adopté le langage de ses propres sources, sans leur opposer de résistance critique.

Quelle résistance et quelle critique ? Le langage de la pauvreté tel qu'il apparaît dans les sources judiciaires et dans les suppliques impose à l'historien un effort de dépaysement par rapport aux catégories contemporaines [60]. À l'intérieur de l'histoire complexe des « pauvres » au cours des siècles, il y a une constante qu'il faut bien garder à l'esprit : l'amour et la protection envers eux se manifestent directement comme des actes de gouvernement politique. Ce caractère marque la catégorie, depuis sa géniale invention réalisée par les évêques au cours du IV^e^ siècle de l'ère chrétienne [61], jusqu'au passage de leur tutelle entre les mains du souverain, et en particulier des rois de France, entre les XIII^e^ et XIV^e^ siècles [62]. La capacité légitimatrice de la protection envers les pauvres en fait des interlocuteurs privilégiés des gouvernements centraux, et fait de la revendication de la pauvreté un

60 - Pendant tout le Moyen Âge et une large part de l'époque moderne, le mot *pauper* a renvoyé à une notion d'absence, d'insuffisance, de manque, de « minorité », en accord avec le mot latin dont il tire son origine *paulus* (« peu de »), alors que l'idée de déprivation économique est plutôt associée aux termes *indigens*, *inops* et *egenus* : Giacomo TODESCHINI, *Au pays des sans-nom. Gens de mauvaise vie, personnes suspectes ou ordinaires du Moyen Âge à l'époque moderne*, trad. par N. Gailius, Paris, Verdier, [2007] 2015.

61 - Les pauvres sont la gloire des évêques, selon saint Jérôme qui donnait ainsi une formulation à ce processus particulier de « création » ainsi que d'appropriation de la catégorie de la part des évêques au cours des premiers siècles de la chrétienté. La tutelle des pauvres devint un enjeu politique capital dans la compétition qui opposa les élites urbaines au cours du IV^e^ siècle, et c'est bien sur ce processus que s'est greffée l'invention du caractère populaire de la chrétienté. Voir Peter BROWN, *Pouvoir et persuasion dans l'Antiquité tardive. Vers un empire chrétien*, trad. par P. Chuvin et H. Meunier-Chuvin, Paris, Éd. du Seuil, [1992] 1998 ; *Id.*, *Poverty and Leadership in the Later Roman Empire*, Hanover, University Press of New England, 2002. Voir aussi Priscille ALADJIDI, *Le roi « père des pauvres » (France XIII^e^-XV^e^ siècle)*, Rennes, PUR, [2008] 2012.

62 - *Ibid.*

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

instrument de pression, individuelle ou collective. De la sorte, la catégorie, telle qu'elle ressort des sources, ne peut être lue et interprétée qu'à la lumière de la juridiction à laquelle elle était soumise et aux droits qui lui étaient attribués. Les « pauvres » des suppliques et des plaintes ne sont pas le « peuple ». Les pauvres sont tous ceux qui, à partir d'une condition de faiblesse qui peut être économique ou non, revendiquent un droit à cette protection que, traditionnellement, le droit leur attribue [63]. Nous retrouvons ici les idées d'interdépendance et de réciprocité qui caractérisent l'économie morale, en ayant dissipé au passage quelques équivoques. Cette constante impose de se méfier de toute assimilation du terme à la signification actuelle qui est la sienne. Cela peut paraître trivial, et pourtant les recherches qui s'appuient encore sur les suppliques des « pauvres » pour mesurer la déprivation économique d'une société sont aujourd'hui très nombreuses. Bien qu'E. P. Thompson ait très souvent fait preuve de prudence, la critique de R. Rosaldo est fondée : l'historien, parfois, se fie aux apparences ainsi qu'au langage des acteurs, sans garder la bonne distance.

Essayons de tirer des conséquences de ces arguments. L'économie morale n'était pas un patrimoine spécifique du peuple, pas davantage que les lettres anonymes n'étaient une forme de communication avec l'autorité qui serait propre à la plèbe. Pourtant, l'*history from below* est bel et bien l'histoire de l'économie morale ainsi que celle des lettres anonymes : elle est l'histoire des principes économiques, des conceptions de justice et de redistribution, des rapports avec l'autorité qui ont joui, à un moment historique, d'une légitimité totale, mais auxquels cette légitimité a été soustraite.

L'*history from below* est bien l'histoire de ce qui aurait pu se passer dont parle E. P. Thompson ; c'est une histoire « en d'autres termes » qui s'efforce de restituer

63 - Simona CERUTTI, *Étrangers. Étude d'une condition d'incertitude dans une société d'Ancien Régime*, Paris, Bayard, 2012. Pour une analyse du langage de la pauvreté utilisé dans les suppliques et dans les sources judiciaires, voir les recherches (par toujours attentives aux précautions que nous venons d'évoquer) d'Alexandra SHEPHARD, « Poverty, Labour and the Language of Social Description in Early Modern England », *Past and Present*, 201-1, 2008, p. 51-94 ; *Id.*, *Accounting for Oneself: Worth, Status, and Social Order in Early Modern England*, Oxford, Oxford University Press, 2015. Voir aussi Andy WOOD, « 'Poore Men Woll Speke One Daye': Plebeian Languages of Deference and Defiance in England », *in* T. HARRIS (éd.), *Politics of the Excluded, c. 1500-1850*, Basingstoke, Palgrave, 2001. Pour l'époque médiévale, voir Susan MCDONOUGH, « Impoverished Mothers and Poor Widows: Negotiating Images of Poverty in Marseille's Courts », *Journal of Medieval History*, 34-1, 2008, p. 64-78 ; Griet VERMEESCH, « Access to Justice: Legal Aid to the Poor at Civil Law Courts in the Eighteenth-Century Low Countries », *Law and History Review*, 32-3, 2014, p. 683-714. Pour une critique d'une lecture économiste, voir Simona CERUTTI, « Travail, mobilité et légitimité. Suppliques au roi dans une société d'Ancien Régime (Turin, XVIII^e siècle) », *Annales HSS*, 65-3, 2010, p. 571-611 ; Massimo VALLERANI, « La pauvreté et la citoyenneté dans les suppliques du XIV^e siècle », *in* S. CERUTTI et M. VALLERANI (éd.), n° spécial « Suppliques. Lois et cas dans la normativité de l'époque moderne », *L'atelier du Centre des recherches historiques*, 13, 2015, https://acrh.revues.org/6547.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

les voies qui n'ont pas été parcourues et qui ont perdu la bataille pour leur légitimité. Le caractère populaire des cultures « alternatives » est souvent le produit d'un glissement indu et le résultat d'un cercle vicieux. C'est bien le fait qu'elles aient été défaites qui a transformé, dans la version de leurs antagonistes contemporains, puis des historiens, certaines cultures en « populaires » et non le contraire. Plutôt que de décrire les conditions de patrimoine d'un groupe social, l'adjectif désigne une étape dans la délégitimation de sa culture.

C'est ce que j'ai pu vérifier sur le terrain de la justice cher à E. P. Thompson, un terrain qui a été, comme on le sait, profondément marqué par des batailles de légitimité. Les historiens ont souvent reconstitué des compétitions entre une justice populaire (informelle, peu coûteuse, etc.) et une justice plus formalisée. Or ma propre expérience de recherche m'a suggéré une démarche différente. En travaillant sur plusieurs tribunaux de Turin, la capitale de l'État savoyard tout au long du XVII^e^ siècle, j'ai rencontré en effet une pluralité de procédures [64]. Chacune d'entre elles était régie par une « grammaire » du droit spécifique, par différentes idées de ce qu'est une preuve ou de ce dont est fait un jugement équitable. En particulier, les caractères de la justice sommaire qui étaient en vigueur dans ces tribunaux en faisaient au premier abord un exemple particulièrement significatif de justice populaire. La présence des avocats et de leur « raisonnement » était interdite, tandis que le débat était composé de la seule confrontation entre les parties. Celles-ci présentaient le cas à travers des descriptions détaillées de leurs propres actions – les conditions dans lesquelles s'étaient réalisées des ventes, des créances, des prêts, etc. – dont la légitimité n'était pas mesurée à l'aune de la conformité à une norme, mais plutôt de leur inscription dans un contexte de consensus général. Il s'agissait de pratiques qui s'étaient déroulées « sans aucune contradiction ». La procédure sommaire légitimait ces procédures sociales en tant que sources du droit.

Pratiques sociales *vs* normes juridiques : cela pouvait suffire à faire de la justice sommaire une justice « populaire », d'autant plus qu'elle avait été remplacée, dans les années 1730, par des procédures plus formalisées. Pourtant, à y regarder de plus près, c'est-à-dire une fois analysée la grammaire de cette procédure, individualisés ses partisans ainsi que ses antagonistes, une image bien différente s'est imposée. Cette procédure correspondait à une conception particulière de la justice dont les principes se revendiquaient du droit naturel plutôt que du droit positif. Ils étaient donc tout sauf informels, mais plutôt ancrés dans des traditions juridiques anciennes et légitimes. Il s'agissait d'une forme de justice supralocale, qui permettait aux marchands et à d'autres figures sociales itinérantes (mais également à des figures socialement faibles telles que les veuves et les mineurs) d'avoir accès à un jugement équitable, fondée sur la légitimité reconnue aux actions plutôt que sur l'adhésion aux lois. Cette justice était donc conçue pour des sujets qui, en raison d'une faiblesse juridique ou bien de la mobilité sur le territoire, partageaient une « incompétence » au regard des normes locales. La justice sommaire témoigne d'un pluralisme juridique qui était spécifique à cette société et sa défaite est le résultat d'une

64 - S. CERUTTI, *Giustizia sommaria...*, *op. cit.*

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

très âpre compétition entre différents acteurs sociaux qui ne peuvent pas être réduits à une opposition entre le peuple et les élites. Le droit naturel n'était pas un langage du peuple, mais l'expression de tous ceux qui, appartenant ou non au peuple, s'opposaient à l'idée d'une justice formalisée et monopolisée par les seuls professionnels du droit, de tous ceux qui revendiquaient la dignité des pratiques à se constituer en tant que source du droit.

La défaite de la procédure sommaire fut celle d'un idéal d'équité plus « laïque » mais certainement pas populaire. Le qualificatif de populaire qui fut attribué à cette justice en sanctionnait l'échec plutôt qu'il ne l'expliquait. Ce point mérite d'autant plus d'insistance que l'assimilation entre exclusion et « peuple » constitue souvent un raccourci abusif. La défaite ou l'exclusion de la culture populaire du champ de la visibilité sont souvent présentées comme des processus allant de soi, des produits nécessaires de l'affirmation du pouvoir, alors que rien ne peut jamais être tenu pour acquis dans la compétition pour la légitimité.

L'*history from below* est bien l'aboutissement de ce travail de sauvetage de ce qui aurait pu se passer ; un travail de rachat d'autres systèmes de significations qui, ayant perdu leur bataille pour la légitimité, ont été « oubliés ». C'est donc un travail sur la mémoire et sur le pouvoir, sur tout ce que nous avons oublié ou *qu'on nous a fait oublier*. C'est sur cet aspect que repose sa dimension profondément politique, bien plus, je crois, que sur l'attribution de certaines cultures à des groupes sociaux spécifiques. L'*history from below* est un travail de reconstitution de configurations sociales souvent composites (à l'intérieur desquelles les classes populaires peuvent avoir été associées à d'autres groupes sociaux), qui ont conçu, utilisé, modifié ces systèmes de sens [65].

Le fait d'affranchir l'*history from below* de l'étude de la culture populaire a pour effet d'élargir son champ d'action. Sans pouvoir l'approfondir, je voudrais en proposer un exemple – en fait, à peine une suggestion – qui concerne un terrain apparemment distant de l'histoire sociale et qui m'est peu familier : l'histoire d'un concept, l'*adiaphoron*. Les *adiaphora* sont les « choses indifférentes » qui, selon la philosophie stoïcienne, se situent en dehors de la loi morale ou, pour mieux dire, des actions que la loi morale ne prescrit ni n'interdit. Repris par Paul dans la Première Épître aux Corinthiens (8-10), le concept devient un instrument de réflexion sur la possibilité pour les chrétiens de pratiquer des rites païens ; la question est donc de savoir en quel nombre sont et où se situent les choses indifférentes, à propos desquelles il n'est pas nécessaire de demander l'avis de l'autorité [66]. Au XVI^e^ siècle,

65 - D. HITCHCOCK, « Why History From Below Matters... », art. cit., parle lui aussi de sauvetage, mais dans une acception différente, liée à la perception de l'altérité : « Pour moi, l'*history from below* est encore un projet de sauvetage *(rescue)*, non seulement de la 'condescendance' de la prétendue supériorité de notre regard contemporain par rapport à celui de nos ancêtres, mais aussi de la manière dont nous choisissons de traiter des gens que nous ne comprenons pas. L'*history from below* est celle qui se préoccupe de restituer ces histoires que la mémoire collective ainsi que l'histoire nationale ont marginalisées. »

66 - Sur ce point, voir le livre très controversé de James JAQUETTE, *Discerning What Counts: The Function of the Adiaphora Topos in Paul's Letters*, Atlanta, Scholars Press, 1995

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

l'adiaphorie connaît un nouveau succès encore autour de la question des rites, sous l'impulsion de la réflexion des doctrines réformées. Le débat autour des choses indifférentes est très présent dans les écrits de Jean Calvin ainsi que des autres principaux pères réformateurs [67]. En Angleterre aussi, la nouvelle Église se construit, en partie au moins, à partir des « vides » constitués par les *adiaphora* [68]. Parallèlement, le débat se laïcise et investit plus directement la question de la définition des sphères de l'obéissance qui serait due aux autorités civiles [69]. En outre, le thème touche même le milieu familial avec une réflexion sur les relations entre pères et enfants ainsi qu'entre conjoints [70].

C'est sur ce terrain « laïque » que s'est réalisée ma rencontre avec les *adiaphora*, à travers un traité de François Grimaudet, juriste français de religion réformée, intitulé *Des causes qui excusent le dol*, publié en 1585 [71]. Il s'agit d'un écrit qui vise à définir les modulations de la responsabilité en justice qu'un jugement équitable doit prendre en compte. Dans le cas des mineurs, des femmes mariées et des serviteurs, le problème se pose de la définition des terrains sur lesquels l'obéissance est due (et le dol doit donc être excusé). Les délits qui renvoient aux « droits

(avec une riche bibliographie) ; *Id.*, « Life and Death, *Adiaphora* and Paul's Rhetorical Strategies », *Novum Testamentum*, 38-1, 1996, p. 30-54.

67 - Pour une bonne introduction au thème, voir William R. STEVENSON Jr., *Sovereign Grace: The Place and Significance of Christian Freedom in John Calvin's Political Thought*, New York, Oxford University Press, 1999. Voir aussi Thomas Watson STREET, « John Calvin on Adiaphora: An Exposition and Appraisal of his Theory and Practice », PhD, Union Theological Seminary, 1955. Sur les positions de Philippe Melanchton et Thomas Starkey, voir W. Gordon ZEEVELD, *Foundations of Tudor Policy*, Cambridge, Harvard University Press, 1948, et le compte rendu critique de Thomas F. MAYER, « Starkey and Melanchthon on Adiaphora: A Critique of W. Gordon Zeeveld », *The Sixteenth Century Journal*, 11-1, 1980, p. 39-50.

68 - William BRADSHAW, *Treatise of the Nature and Use of Things Indifferent: Tending to Prove, That the Ceremonies in Present Controversie amongst the Minister of the Gospell in the Realme of England, are Neither in Nature nor Use Indifferent*, Londres, W. Jones' Secret Press, 1605. Voir Bernard J. VERKAMP, *The Indifferent Mean: Adiaphorism in the English Reformation to 1554*, Athens, Ohio University Press, 1977 ; Richard L. GREAVES, « Concepts of Political Obedience in Late Tudor England: Conflicting Perspectives », *Journal of British Studies*, 22-1, 1982, p. 23-34.

69 - Les arguments sont présentés par John LOCKE dans la *Lettre sur la tolérance* (1689), trad. par J. Le Clerc, Paris, Flammarion, [1710] 1992, p. 20-33 et le *Traité du gouvernement civil* (1690), trad. par D. Mazel, [1795] 2002, http://classiques.uqac.ca/classiques/locke_john/traite_du_gouvernement/traite_du_gouv_civil.pdf, p. 28 *sq.*, en réponse aux propos d'Edward BAGSHAW, *The Great Question Concerning Things Indifferent in Religious Worship*, Londres, s. n., 1660. Sur ce débat, voir Ingrid CREPPELL, « Locke on Toleration: The Transformation of Constraint », *Political Theory*, 24-2, 1996, p. 200-240 et surtout Jacqueline ROSE, « John Locke, 'Matters Indifferent', and the Restoration of the Church of England », *The Historical Journal*, 48-3, 2005, p. 601-621, avec une riche bibliographie.

70 - On en trouve un bon exemple dans Jean-Antoine FERRIÈRE, *Traité des Tutelles, divisé en quatre parties...*, Toulouse, A. Birosse, 1766.

71 - François GRIMAUDET, *Des causes qui excusent le dol, livre unique*, Paris, Marnef/ Vve Cavellat, [1569] 1585. Je remercie Françoise Briegel pour avoir attiré mon attention sur ce traité, dans le cadre de notre travail commun sur la responsabilité en justice pendant l'époque moderne.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

naturels » doivent toujours être abhorrés, même en l'absence d'une prohibition de la part de l'autorité :

> *ceux lesquels par cognoissance et instinct naturel l'homme juge estre malefices, et qu'il ne les faut commettre, comme meurtre, parricides, empoisonnemen, et autres semblables actes, lesquels sans aucune prohibition il ne faut commetre, et convient les fuir* [72].

D'autres délits encore doivent susciter une opposition, certes « modeste », par exemple vis-à-vis d'un père ou d'un mari :

> *comme s'il commandoit mettre le feu en la ville, trahir le pays, ou faire aucun vilain cas. Mais toutesfois le refus d'obéir, doit estre avec response modeste, et reverence à eux deüe* [73].

Et finalement il y a les *adiaphora*, les choses indifférentes :

> *et ne sont crimes fors par la prohibition de la loy : comme s'ascrire dans des biens d'un testateur en son testament, de soy est acte indifferent, et est delict seulement pour la prohibition de la loy* [74].

Les *adiaphora* « ne sont crimes fors par la prohibition de la loy » ; en somme, il s'agit d'espaces « francs » de l'autorité ; des lieux neutres dans lesquels le problème de l'obéissance ne se pose pas et où l'ingérence des supérieurs n'a pas lieu d'être. Selon Grimaudet, les lois civiles sont donc des « choses indifférentes », moralement neutres car interdites « seulement » par la loi.

La position de Grimaudet est bien loin d'être isolée. Autour de la définition des *adiaphora*, la discussion est restée vive pendant une grande partie de l'époque moderne, et elle réapparaît discrètement mais constamment dans une pluralité de contextes [75]. L'enjeu était évidemment majeur : il s'agissait de définir des espaces soustraits à l'autorité, de localiser des lieux dans lesquels ni la prohibition ni le consentement ne devaient être pris en compte. Le débat autour des *adiaphora* doit encore être reconstitué. Il constitue une étape à l'intérieur d'une réflexion autour de l'autorité, de l'obéissance, de ses limites, ainsi que des résistances qu'il est légitime d'opposer aux dires des autorités, qui a connu un moment d'accélération dans les milieux réformés pour se disperser ensuite en ruisseaux que nous avons aujourd'hui du mal à identifier. Avec l'histoire des scrupules et de la mélancolie [76],

72 - *Ibid.*, p. 33-34.
73 - *Ibid.*, p. 33.
74 - *Ibid.*
75 - C'est une position partagée, par exemple, par Robert Barnes, d'après lequel « les lois humaines n'engagent pas la conscience » ; cité dans B. J. VERKAMP, *The Indifferent Mean...*, *op. cit.*, p. 42.
76 - Angus GOWLAND, « The Problem of Early Modern Melancholy », *Past and Present*, 191, 2006, p. 77-120, souligne le lien existant entre diffusion du protestantisme et diffusion de la mélancolie, sans inscrire toutefois le phénomène dans le débat contemporain sur les limites de l'obéissance et sur les formes de résistance à l'autorité.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press

ce débat nous introduit à une histoire de l'obéissance et de ses limites qui me paraît, à tous les effets et en dépit des milieux intellectuels composites dans lesquels celle-ci se déroula, une possible *history from below*.

Simona Cerutti
CRH/LaDéHiS

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0167 Published online by Cambridge University Press